

Janine Mossuz-Lavau

Droit de réponse

Réponse à Marie-Hélène Bourcier

Je ne connais pas Marie-Hélène Bourcier. Je ne l'ai jamais rencontrée et nous n'avons donc pas eu l'occasion de débattre sur quelque sujet que ce soit. Mais une telle situation n'a jamais empêché la lecture des travaux publiés par les unes et les autres. Or, apparemment, Marie-Hélène Bourcier ne sait pas lire, ou alors, elle évite soigneusement d'ouvrir certains ouvrages. En effet, dans le dernier numéro de *Cosmopolitiques* (n° 4, *Ce sexe qui nous dépasse*), elle tient à mon égard des propos diffamatoires qui montrent très clairement qu'elle n'a aucune idée de ce que j'écris.

Elle me traite tout d'abord de « transphobe ». Or dans un livre récent, *La vie sexuelle en France* (paru en 2002 aux Éditions de la Martinière), je consacre tout un chapitre à l'histoire d'une transsexuelle, que j'ai longuement interviewée, en soulignant à quel point elle avait dû effectuer un parcours du combattant pour obtenir un traitement hormonal, des interventions chirurgicales et enfin un changement d'état-civil. Dans ce chapitre, je critique sans ménagement ceux, psychiatres ou psychanalystes, qui considèrent le transsexualisme comme une perversion. Et je conclus en écrivant :

« Que fait-on de l'intime conviction de chacun sur son identité et de la souffrance qu'il ressent en se regardant le matin dans sa glace pour constater : Ce n'est pas moi. Dans une société, qui place la liberté et l'égalité au rang de ses valeurs fondamentales, il serait temps que les personnes humaines, indépendamment de leurs orientations sexuelles, du genre dans lequel elle se reconnaissent, puissent avoir les moyens d'être en paix avec elles-mêmes, même si, on en conviendra, des précautions médicales doivent être prises. »

Eh bien, pour Marie-Hélène Bourcier, cela s'appelle être transphobe...

Il vaut mieux en rire.

Mais elle ne s'en tient pas là dans ses attaques totalement infondées.

Elle s'en prend aussi à moi pour la simple raison que je co-dirige l'enquête sur la prostitution commanditée par la Mairie de Paris. Or, tout ce qu'elle raconte sur cette enquête est faux, de la première à la dernière ligne. Première erreur : je ne dirige pas cette enquête seule mais avec l'anthropologue Marie-Élisabeth Handman.

Deuxième erreur : cette enquête n'est en aucune façon, comme elle l'affirme, « dirigée en amont comme en aval par Judith Trinquart et Malka Marcovitch », qui sont de simples membres du Comité technique de la Mairie de Paris à qui nous remettons nos rapports mais qui n'interviennent d'aucune manière dans cette enquête dont nous sommes entièrement maîtresses d'œuvre.

Troisième erreur (ou plutôt procès d'intention car Marie-Hélène Bourcier ne sait visiblement pas en quoi consiste cette enquête) : une vision totalement fautive et de l'intention qui anime les chercheurs et chercheuses qui forment l'équipe réalisant cette enquête, et de leur manière d'être sur le terrain. Je cite mon «attaquante» :

« Il s'agit de produire une déviance à corriger ou à soigner mais aussi de procéder à un double effacement : celui de la prise de parole politique des prostituées (telle qu'elle s'est manifestée dans l'espace public, lors de la résistance contre les lois Sarkozy) mais aussi telle qu'elle peut exister en laissant les prostituées être les agents de leur propre discours, de leur savoir, de leur identité et de leur politique. »

Pour se prononcer sur « l'intention » qui anime cette équipe et moi-même en particulier puisque je suis la seule nommée dans cet article, il aurait fallu que Marie-Hélène Bourcier, au moment où elle a commis cet article (avant l'été), ait en main le rapport que nous avons remis à la Mairie de Paris le 16 octobre 2003 et dont pas une ligne n'était écrite au moment où les propos mensongers ont été rédigés. Marie-Hélène Bourcier, la femme qui tire plus vite que son ombre ? Non encore mieux, qui sait lire sur des feuilles blanches ce qui y sera écrit plusieurs mois plus tard.

Attitude d'autant plus grotesque que le contenu du rapport (que je ne dévoilerai pas ici, étant tenue à une obligation de réserve) risque de beaucoup surprendre Marie-Hélène Bourcier et tous ceux qui s'attendent à une posture moralisante. Quant à chercher à effacer la parole des prostitué(e)s, là on peut encore rire. Car l'enquête a précisément consisté à faire des entretiens formels et informels avec des prostitué(e)s femmes, hommes et transgenres et aussi avec des clients de prostitué(e)s. Et je ne pense pas que « le corps de la victime prostituée » en sorte « pathologisé » comme l'écrit, sans savoir encore une fois de quoi elle parle, Marie-Hélène Bourcier.

Elle nous traite aussi (cette fois elle emploie le pluriel) d'« instances de recherches vendues à la Mairie de Paris ». S'agissant d'une enquête pour laquelle ni Marie-Élisabeth Handman ni moi-même n'avons touché le moindre centime, le terme « vendues » me semble pour le moins impropre. Mais la phrase reflète une malformation intellectuelle plus grave chez Marie-Hélène Bourcier. Elle ne sait pas à l'évidence en quoi consiste une posture scientifique et ce que signifie la vérité d'un terrain. Elle s'imagine que, si des chercheurs et chercheuses font une enquête commanditée par la Mairie de Paris, c'est nécessairement pour conforter des prises de position venant de cette institution. Elle ne pense pas une seconde que, quand on fait une enquête, on va avec la plus grande humilité, récolter des données, des faits, des discours qui donneront lieu à un constat, à un diagnostic, à une description d'une situation venant avant tout de l'observation du terrain. Il serait temps que Marie-Hélène Bourcier se remette en mémoire que, pour un certain nombre de chercheurs et de chercheuses, il existe une très belle chose qui s'appelle la déontologie, et qui consiste, entre autres, à s'informer avant d'écrire n'importe quoi.